

Association
AGENCE REGIONALE DU TOURISME GRAND EST
Siège social :
24 rue de Verdun
68000 COLMAR
N° Siren 848 825 196

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Sàrl JMK
Société de commissariat aux comptes inscrite

4 rue de la Montagne
BP 1116
68052 MULHOUSE Cedex

Tél. : 03 89 64 40 00

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **AGENCE REGIONALE DU TOURISME GRAND EST**, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ils se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan :	4.518.233 €
- Total des produits d'exploitation :	7.673.609 €
- Résultat net comptable (déficit) :	- 36.031 €

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « 4.1 Méthodes générales de présentation et d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels, concernant le changement de méthode comptable relatif à l'application pour la première fois sur l'exercice 2025 du nouveau règlement ANC n° 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous avons plus particulièrement examiné le mode de comptabilisation des subventions publiques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MULHOUSE, le 27 mai 2026

**Le Commissaire aux Comptes
SÀRL JMK**

Signé par Yves Sibourg
Le 27 mai 2026



doc_Wq2k
tx_q6z7Pr5OgMlv

**Yves SIBOURG
Expert-Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes Inscrit**

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)
-------	---------------------------------------------	-----------------------------------------------

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement (I)						
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais de développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	36	36				
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions	109 789	71 828	37 961	0,84	48 161	0,98
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	797 939	674 586	123 353	2,73	132 670	2,69
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations	4 061	2 000	2 061	0,05		
. Créances rattachées à des participations						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres immobilisations financières	2 100		2 100	0,05	2 100	0,04
TOTAL (II)	913 925	748 450	165 476	3,66	182 931	3,71
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	78 721	700	78 021	1,73	66 822	1,35
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres créances	3 150 946		3 150 946	69,74	4 113 134	83,38
Charges constatées d'avance	240 596		240 596	5,33	156 128	3,16
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	883 195		883 195	19,55	414 096	8,39
TOTAL (III)	4 353 458	700	4 352 758	96,34	4 750 181	96,29
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	5 267 383	749 150	4 518 233	100,00	4 933 111	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
--------	---------------------------------------------	--	-----------------------------------------------	--

FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires	2 577 380	57,04	2 577 380	52,25
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	-284 691	-6,29	-54 771	-1,10
Excédent ou déficit de l'exercice	-36 031	-0,79	-229 921	-4,65
Situation nette (sous total)	2 256 658	49,95	2 292 689	46,48
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	78 679	1,74	61 313	1,24
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	2 335 337	51,69	2 354 002	47,72
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	468 615	10,37	450 627	9,13
TOTAL (III)	468 615	10,37	450 627	9,13
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 147	0,05	66 836	1,35
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	879 238	19,46	1 264 954	25,64
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	707 193	15,65	699 152	14,17
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	372	0,01		
Produits constatés d'avance	125 333	2,77	97 541	1,98
TOTAL (IV)	1 714 282	37,94	2 128 483	43,15
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 518 233	100,00	4 933 111	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		11 400		0,15		11 600		0,13		-200		-1,71	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens						19		0,00		-19		-100,00	
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services													
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		7 511 472		97,42		8 544 461		95,43		-1 032 989		-12,08	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions		1 156		0,01		142 814		1,60		-141 658		-99,18	
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles		1 200		0,02						1 200		N/S	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		148 380		1,92		144 800		1,62		3 580		2,47	
Total des produits d'exploitation (I)		7 673 609		99,52		8 843 694		98,77		-1 170 085		-13,22	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		3 631 920		47,10		4 786 180		53,45		-1 154 260		-24,11	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		284 818		3,69		280 722		3,14		4 096		1,46	
Salaires et traitements		2 424 523		31,44		2 412 021		26,94		12 502		0,52	
Cotisations sociales		1 045 687		13,56		1 131 748		12,64		-86 061		-7,59	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		59 231		0,77		90 218		1,01		-30 987		-34,34	
Dotations aux provisions		17 988		0,23		4 148		0,05		13 840		333,65	
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles													
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		277 857		3,60		321 375		3,59		-43 518		-13,53	
Total des charges d'exploitation (II)		7 742 022		100,41		9 026 412		100,81		-1 284 390			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-68 414		-0,88		-182 718		-2,03		114 304		62,56	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participation													
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé													
Autres intérêts et produits assimilés		36 756		0,48		57 180		0,64		-20 424		-35,71	
Reprises sur dépréciations et provisions													
Différences positives de change						1		0,00		-1		-100,00	
Produits des immobilisations financières cédées													
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie													
Total des produits financiers (III)		36 756		0,48		57 180		0,64		-20 424		-35,71	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées													

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	36 756	0,48	57 180	0,64	-20 424	-35,71
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-31 658	-0,40	-125 537	-1,39	93 879	74,78
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Total des produits exceptionnels (V)			52 914	0,59	-52 914	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Total des charges exceptionnelles (VI)			148 922	1,66	-148 922	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			-96 007	-1,06	96 007	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 373	0,06	8 376	0,09	-4 003	-47,78
Total des produits (I + III + V)	7 710 364	100,00	8 953 789	100,00	-1 243 425	-13,88
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 746 395	100,47	9 183 709	102,57	-1 437 314	-15,64
EXCEDENT OU DEFICIT	-36 031	-0,46	-229 921	-2,56	193 890	84,33

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat	64 698					
TOTAL	64 698					
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	64 698					
TOTAL	64 698					

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

relative à l'exercice clos le 31/12/2025



Association

AGENCE REGIONALE DU TOURISME GRAND EST

Siège Social : 24 Rue de Verdun – 68000 COLMAR

N° Siren : 848 825 196

1. Objet social et moyens de l'association

1.1 Objet

Conformément à l'article 3 de ses statuts, l'Agence Régionale du Tourisme Grand Est, Association régie par le code civil local, est appelée, conformément aux dispositions du code du tourisme à :

- Promouvoir et coordonner des actions de promotion touristique de la région Grand Est au niveau au niveau régional, national et international (Code du tourisme, Art. L.131-5 et -8 al. 2) et notamment des cinq destinations touristiques (l'Alsace, l'Ardenne, la Champagne, la Lorraine et les Vosges) et des filières signatures du Grand Est (tourisme de mémoire, itinérance, tourisme patrimonial et culturel, œnotourisme et gastronomie, tourisme de nature, thermalisme et bien être) ;
- Mettre en œuvre des actions touristiques d'intérêt interrégional, national ou international (Code du tourisme, Art. L.131-6) ;
- Mettre en œuvre des actions relevant de la politique touristique régionale dans le domaine des études, de la planification, de l'aménagement et de l'équipement, des aides aux hébergements, des assistances techniques à la promotion et à la commercialisation ainsi que la formation professionnelle. L'Agence régionale du tourisme assure le suivi des actions ainsi engagées (Code du tourisme, Art. L.131-8) ;
- Renforcer l'attractivité générale du Grand Est, par délégation de la Région Grand Est, sur la scène nationale et internationale en s'appuyant sur son portefeuille de marques et l'ensemble des éléments de l'attractivité ;
- Dynamiser l'offre par l'innovation touristique pour répondre aux attentes des clientèles,
- Observer, analyser, anticiper les évolutions du secteur touristique au service des professionnels du tourisme de la région ;
- Assurer des missions de formation des professionnels du tourisme et de l'accueil touristique notamment ;
- Contribuer au développement d'un tourisme durable pour l'ensemble des six destinations touristiques du Grand Est ;
- Emettre un avis technique et jouer un rôle de conseil, à la demande du Conseil régional, sur les demandes de subvention concernant des équipements et hébergements touristiques ;
- Innover, accompagner les acteurs et concevoir des idées nouvelles pour répondre aux attentes des visiteurs des six destinations du Grand Est notamment en matière de solutions digitales ;

- Accompagner la commercialisation de prestations de services touristiques, offrir des produits à la vente, commercialiser et fournir des services en rapport avec ses activités, par dérogation à l'article L.442-7 du Code du commerce ;
- Accompagner la politique d'embellissement des destinations du Grand Est ;
- Apporter son concours à la réalisation d'événements d'envergure nationale ou internationales destinés à renforcer la notoriété des destinations de la Région Grand Est.

Enfin, l'Agence Régionale du Tourisme Grand Est peut se voir confier des attributions complémentaires par le Conseil régional, ainsi que, par voie de convention, par d'autres collectivités territoriales ou d'autres personnes morales de droit public ou de droit privé.

L'ART GE définit et met en œuvre une stratégie et des moyens pour soutenir et développer le tourisme en Grand Est dans le cadre des orientations définies par le Schéma Régional de Développement Touristique 2023-2028 de la Région Grand Est.

Dans cette logique, elle assure :

- le marketing de l'offre touristique régionale auprès du grand public et des prescripteurs français et internationaux, via le déploiement d'une stratégie de marketing et d'attractivité qui s'appuie sur la marque « Explore Grand Est » et la plateforme Explore Grand Est.
- le marketing de l'offre de services propre à l'ART GE auprès des instances territoriales et des socioprofessionnels, via le déploiement d'outils et de services dédiés.

Véritable acteur opérationnel, l'Agence agit également comme centre de ressources et d'expertise, notamment sur le traitement des datas, la prospective, le tourisme durable, l'IA, la professionnalisation et la formation, pour tous ses partenaires en leur permettant de bénéficier de réseaux professionnels actifs au niveau régional via ces deux clubs : Croissance Tourisme Grand Est et Nova Grand Est

L'ART GE déploie sa stratégie selon trois axes :

Piloter : l'Agence met à disposition de tous les acteurs du tourisme des analyses et des données sur l'économie touristique locale, nationale et internationale : études sur l'offre, les clients, les marchés, bilans saisonniers et annuels, chiffres clés, veille des tendances, prospective sectorielle. Ces données clés nous permettent d'anticiper les évolutions du marché et d'orienter les décisions stratégiques.

Progresser : l'Agence accompagne les partenaires dans leur montée en compétences et enrichir leur expertise, l'Agence propose des solutions d'accompagnement à travers son programme de formation Explore Grand Est Académie, son programme de formation et sa chaîne de podcast et son Centre de Ressources Tourisme Durable, avec l'autodiagnostic EcoBoussole et le parcours prestataires durables.

Performer : l'Agence soutient la performance économique des prestataires du Grand Est, elle met en œuvre une stratégie de promotion et d'attractivité à travers une plateforme en ligne, des campagnes de communication nationales et des actions de promotion commerciales à l'international.

1.2 Moyens de l'Association

L'agence bénéficie des ressources suivantes :

a) Financières :

- Des subventions et contributions de toute nature de l'Etat, de la Région, de l'Union Européenne, des départements, des Communes et de leurs groupements (métropoles, agglomérations ...) et tous autres organismes publics ou privés ;
- Des participations de tous autres organismes intéressés ainsi que des personnes privées ;
- Des redevances pour services rendus en lien avec son objet ;
- Des intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association ;
- Des cotisations des membres.

b) Humaines :

L'effectif moyen 2025 s'élève à 43 salariés en recul de 2 unités par rapport à 2024.

c) Techniques :

Outre le siège social à Colmar, l'Association occupe également des locaux à Châlons en Champagne et à Pont à Mousson. L'Association n'est pas propriétaire de ses locaux.

d) Organisationnelles :

- Conseil d'administration

- Bureau composé de membres issus du Conseil d'Administration dont entre autres le Président, des Vice-présidents, un Secrétaire et un Trésorier,

- Direction Générale

Réunions institutionnelles :

- 1 Assemblée Générale : le 19 juin 2025

- 3 Conseils d'Administration : les 15 mai, 19 juin et 28 octobre 2025

- 6 Bureaux : les 28 janvier, 19 mars, 15 mai, 17 juillet, 22 septembre et 28 octobre 2025

2. Faits caractéristiques de l'exercice

La Région Grand Est a attribué à l'ARTGE par décisions n° 24P07456 et 24P07457 en date du 12 décembre 2024 une subvention de 6.300.000 € pour le soutien au fonctionnement et aux actions de l'agence au titre de l'année 2025 ainsi qu'une subvention d'investissement de 180.000 € pour les dépenses d'investissement 2024 et 2025.

3. Modifications apportées à la présentation des comptes annuels et aux méthodes d'évaluation

3.1 Politique d'amortissement

En 2025, il a été décidé de préciser et d'appliquer la politique d'amortissement suivante :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement selon les durées ci-après :

- Installations techniques, matériel et outillage : 5 ans
- Agencements, aménagements : 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel de bureau, mobilier : 10 ans
- Matériel informatique et assimilé : 3 ans

4. Règles et méthodes comptables / Postes de l'Actif

4.1 Méthodes générales de présentation et d'évaluation

L'Agence Régionale du Tourisme Grand Est a arrêté ses comptes conformément aux dispositions issues du nouveau règlement ANC N° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général du 30 décembre 2023 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Il est à noter que nous sommes dans le cas spécifique de la première année de passage à un nouveau plan comptable, l'annexe comptable doit donc mentionner ce changement de réglementation qui s'impose à l'entité. Ce changement de réglementation s'analyse comme un changement de méthode.

Quand cela est nécessaire, les modifications font l'objet de mentions et de tableaux dans l'annexe explicitant les caractéristiques et les impacts du passage de l'ancien au nouveau plan comptable.

De manière globale, les impacts dont le détail est donné aux points 5.2 et 5.3.2 sont les suivants :

Remontée en produits d'exploitation du montant de la quote-part des subventions d'investissement virées autrefois en produits exceptionnels. Impact = + 22.347 €
La suppression des comptes de transferts de charges entraine une baisse concomitante des produits et des charges d'exploitation, ces écritures étant créditées aux comptes de charges concernés donc les minorant. Impact = - 143.383 €

Elle applique également les règlements ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 et ANC N° 2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les principes suivants ont été appliqués pour l'établissement des comptes annuels :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices
- principe de prudence et de sincérité
- non-compensation
- principe d'intangibilité du bilan d'ouverture

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Le total du bilan s'élève à 4.518,2 K€ contre 4.933,1 K€ en 2024.

Le compte de résultat de l'exercice fait ressortir un total de produits de 7.673,6 K€ (contre 8.843,7 K€ en 2024) et un résultat déficitaire de - 36 K€ (contre - 229,9 K€ en 2024).

4.2 Postes de l'Actif

4.2.1 Immobilisations incorporelles

Les achats correspondants sont immobilisés dès lors qu'ils dépassent le seuil de 600 € TTC et qu'ils ont une durée de vie supérieure à 1 an.

Aucun achat n'a eu lieu en 2025.

4.2.2 Immobilisations corporelles

Les achats correspondants sont immobilisés dès lors qu'ils dépassent le seuil de 600 € TTC et qu'ils ont une durée de vie supérieure à 1 an.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement. L'amortissement est calculé prorata temporis à partir de la date de réception des travaux ou de facturation le cas échéant.

En 2025, des acquisitions ont été effectuées pour une valeur de 39.712,30 €.

4.2.3 Dépréciation des immobilisations corporelles

Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable d'utilisation ou de marché est estimée à un prix inférieur à la valeur nette comptable figurant à l'actif du bilan. Si cette dépréciation est jugée définitive un amortissement exceptionnel est constaté.

Aucune dépréciation n'a été constatée au 31/12/2025.

4.2.4 Immobilisations financières

a) Participations et créances rattachées

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Les participations détenues au 31 décembre s'élèvent à 4.061 € correspondant :

- à la détention d'une action de 2.000 € au capital de la SEML Touristique du Grand Verdun,
- à la détention de 40 parts sociales pour 2.000 € au capital de la SCIC Office de Tourisme des Loisirs et des Congrès de Strasbourg (SCIC OTLC), acquises au cours de l'exercice,
- à la détention d'une action de 61 € au capital de la SEML Strasbourg Evènements.

Si, en fin d'exercice, la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'achat, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

L'action détenue au capital de la SEML Touristique du Grand Verdun a été dépréciée à hauteur de 100 % soit 2.000 €.

b) Autres immobilisations financières

Il s'agit des dépôts et cautionnements versés (dépôts de garantie versés cartes essences et local de stockage à Châlons) pour un montant de 2.100 €.

4.2.5 État de l'actif immobilisé brut

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	4 028	-	3 992	-	36
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	109 789	-	-	-	109 789
	Install. Tech., mat., outillage	273	-	272	-	1
	Install. Générales, ag. Am. divers	519 011	-	13 995	-	505 016
	Matériel de transport	15 383	-	15 383	-	0
	Mat bur., informatique, mobilier	314 598	42 018	63 693	-	292 923
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	959 054	42 018	93 343	-	907 729
Immobilisations financières	Participations	2 000	2 061	-	-	4 061
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	2 100	-	-	-	2 100
	Total IV	4 100	2 061	-	-	6 161
Total général		967 182	44 079	97 335	-	913 926

4.2.6 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début de période (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin de période (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	4 028	-	3 992	36
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	61 628	10 200	-	71 828
	Install. Tech., mat., outillage	273		272	1
	Install. générales, ag. Am. divers	431 840	25 026	13 995	442 871
	Matériel de transport	15 383	-	15 383	-
	Mat bur., informatique, mobilier	269 099	26 310	63 694	231 715
	Immo. grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	778 223	61 536	93 344	746 415
Total général		782 251	61 536	97 336	746 451

4.2.7 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	2 000	-	-	2 000
TOTAL	2 000	-	-	2 000

4.2.8 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	4 028	-	-	3 992	-	36
Corporelles	778 223	61 536	-	93 344	-	746 415
TOTAL	782 251	61 536	-	97 336	-	746 451

4.2.9 Actif circulant

a) Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	1 856	-	1 156	700
Autres	-	-	-	-
TOTAL	1 856	-	1 156	700

b) Charges constatées d'avances

Le poste de « Charges constatée d'avances » s'élève à 240.596 € et se répartit de la façon suivante :

- Assurances : 12.971 €
- Licences / Abonnements : 173.658 €
- Locations : 14.872 €
- Maintenance : 5.230 €
- Honoraires « DPO » : 4.500 €
- Etudes : 26.825 €
- Divers : 2.540 €

4.2.10 Trésorerie

Depuis 2024, l'Association a regroupé et centralisé l'ensemble de ses comptes (compte courant, Livret A, Livret B) dans un seul établissement (CIC à Strasbourg).

5. Postes du Passif

5.1 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement ANC 2022-06.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 577 380				2 577 380
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	- 54 771	- 229 920			- 284 691
Excédent ou déficit de l'exercice	- 229 920	- 229 920	- 36 031		- 36 031
Situation nette	2 292 689	0	- 36 031	0	2 256 658
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	61 313		39 712	22 347	78 678
Provisions réglementées					
Total	2 354 002	0	3 681	22 347	2 335 336

La situation nette est en diminution par rapport à 2024. Cette évolution est égale au montant du résultat déficitaire qui sera imputé, après affectation, en report à nouveau

Les subventions d'investissement enregistrent une augmentation de 39 712 €. Cette évolution est liée à l'attribution par la Région Grand Est d'une subvention d'investissement pour les exercices 2024 et 2025 d'un montant total de 180.000 € consommée pour un montant total de 86.918 €.

5.2 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	450 627	17 988		468 615
Provisions pour charges	0			0
TOTAL	450 627	17 988		468 615

La provision pour risques correspond à la provision pour indemnité de fin de carrière (IFC) détaillée ci-après.

Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	468 615	95 740	564 355

L'Agence provisionne ses engagements relatifs aux régimes de retraite dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Application de l'article 13.3 de la convention collective : le salarié partant à la retraite perçoit une indemnité brute de fin de carrière au moins égale à 25 % du salaire brut mensuel par année de présence effective. De fait, sont donc exclus du calcul, tout salarié ne justifiant pas en fin d'année d'une année de présence effective. En 2025, cela ne concernait aucun salarié.
- Seul l'effectif en CDI fait l'objet d'un calcul d'indemnité,
- Age de départ à la retraite présumé : âge légal (64 ans)
- Taux d'actualisation : 3,56% (taux de l'OAT 10 ans au 31/12/N)
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0,9%

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise :

* la prise en compte du turnover,

* la prise en compte de la mortalité : pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % de cotisations ou contributions à la charge de l'entité lors du versement des indemnités est différencié entre cadres et non cadres et a été ainsi retenu à 57,76% et 62,26%.

Le montant non provisionné correspond à un contrat d'assurance souscrit en 2017 par le Comité Régional du Tourisme de Champagne Ardenne au titre des indemnités de départ à la retraite.

Le fonds collectif au 31/12/2025 s'élève à 95 740 € et est géré par Arial CNP Assurances.

L'engagement pour indemnité de départ à la retraite a été calculé, selon la méthode explicitée ci-dessus et s'élève donc à 564 355 €.

De ce fait, la provision pour le montant des indemnités de départ à la retraite non couvertes par le contrat d'assurance est de 468 615 €.

5.3 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

5.3.1 Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	78 721	78 021	700
	Autres	3 150 946	3 150 946	
Charges constatées d'avance		240 596	240 596	
TOTAL		3 470 263	3 469 563	700
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

Dans les autres créances figurent notamment des subventions et produits à recevoir correspondant à :

- Région Grand Est : solde subvention de fonctionnement = 1.362.687 € et solde subvention d'investissement = 32.918 €
- Feder = 1.679.005 €

Les créances ont une échéance inférieure à 1 an sauf une pour laquelle il existe un doute quant à sa perception future.

5.3.2 Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	2 147	2 147		
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		879 238	879 238		
Dettes fiscales et sociales		707 193	707 193		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		0	0		
Autres dettes		372	372		
Produits constatés d'avance		125 333	125 333		
TOTAL		1 714 282	1 714 282		

Au 31/12/2025, les charges à payer de l'association se décomposent avec :

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 879.238 € avec
 - o Fournisseurs dus : 693.414 €
 - o Fournisseurs – factures non parvenues : 185.823 €
- Dettes fiscales & sociales : 707.193 € avec
 - o Dettes s/ congés payés & charges s'y rattachant : 471.555 €
 - o Organismes sociaux & taxes assises s/les salaires : 235.638 €

L'ensemble de ces dettes ont une échéance inférieure à un an.

5.3.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance au 31/12/2025 s'élèvent à 125.333 €. Ce sont principalement des charges 2026 facturées et payées sur 2025.

6. Compte de résultat

6.1 Cotisations

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de l'émission de la facture. Elles s'élèvent à 11.400 € en 2025.

6.2 Ventilation des produits d'exploitation

Répartition des produits d'exploitation :		
Subventions région	5 976 790 €	
Subvention Mairie Colmar	19 000 €	
Subventions FEDER	1 459 001 €	
Autres Subventions (ADEME)	34 335 €	
Quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat	22 347 €	(1)
Participation partenaires aux manifestations	148 165 €	
Autres produits (dont cotisations)	12 815 €	
Reprises sur Amort., provisions et transferts de charges	1 156 €	(2)
Total :	7 673 610 €	

Modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels et ayant un impact sur le montant des produits d'exploitation en 2025 :

Nouvelle définition du résultat exceptionnel - Impacts			
Avant en produit exceptionnel	Impact	Après en produit d'exploitation	Impact
777 : « Quote-part virée au résultat des subventions d'investissement »	- 22.347 €	747 : « Concours publics et subventions d'exploitation »	+ 22.347 €
Remontée en produits d'exploitation du montant de la quote-part des subventions d'investissement virées autrefois en produits exceptionnels. Impact = + 22.347 €			

6.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

6.3.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	19.067,82 € TTC
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	19.067,82 € TTC

6.3.2 Modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels et ayant un impact sur le montant des charges d'exploitation en 2025 :

Suppression des comptes de transferts de charges (comptes 791, 796 et 797) - Impacts			
Avant en produit d'exploitation Compte 791	Impact	Après au crédit en charge d'exploitation - Compte 649	Impact
Aides apprentissage	- 17.750 €	Aides apprentissage	- 17.750 €
Charges de personnel (dont prévoyance)	- 60.899 €	Charges de personnel (dont prévoyance)	- 60.899 €
Avant en produit d'exploitation Compte 791	Impact	Après au crédit en charge d'exploitation - Compte 614	Impact
Refacturations charges Colmar	- 64.734 €	Refacturations charges Colmar	- 64.734 €
La suppression des comptes de transferts de charges entraine une baisse concomitante des produits et des charges d'exploitation, ces écritures étant créditées aux comptes de charges concernés donc les minorant. Impact = - 143.383 €			

6.4 Informations relatives à la fiscalité

Impôt sur les bénéfices

L'association n'a pas d'activité lucrative et n'est donc pas fiscalisée sauf pour la partie financière.

L'impôt sur les sociétés est calculé au taux de 24 % sur les intérêts du livret OBNL Triplex (1.475 €), au taux de 15% sur les dividendes (15 €) et au taux de 10 % pour les comptes à terme (2.884€) soit un IS total de 4.373,00 €.

6.5 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

Mise à disposition :

Le Conseil Régional Grand Est met, depuis novembre 2023, à disposition de l'association, au deuxième étage de la maison de la Région au sein du bâtiment Jéricho à Châlons en Champagne, des locaux à usage de bureaux d'une surface de 172,90 m2. Cette occupation fait l'objet d'une convention consentie et acceptée pour une durée de 3 ans à compter du 16 novembre 2023 et renouvelable 2 fois pour des périodes de 3 ans.

La valeur locative des biens immobiliers ainsi mis à disposition est de 14.696 € par an et le montant des charges calculé au prorata des surfaces occupées (eau, électricité, chauffage) est de 6.037 € par an, soit une valorisation totale de 20.733 €.

Bénévolat :

L'association a quantifié les heures de bénévolat réalisées par les membres du jury de fleurissement au titre de 2025.

- Heures réalisées = 5 446 heures

- Valorisation retenue = 12,30 € (Smic brut horaire 2025 : 11,88 euros + 3,55% du SMIC brut pour les charges patronales)

- Temps valorisé = 66 986 €

6.5 Informations relatives à l'effectif

L'effectif employé par catégorie pendant l'exercice tel que défini à l'article D. 123-200 du code de commerce se décompose de la façon suivante :

	Personnel salarié
Cadres	22
Agents de maîtrise et Techniciens	21,23
Employés	
Autres	
TOTAL	43,23